



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Eau et Nature  
Unité Nature**

## projet

### **ARRETE du fixant les modalités de destruction de spécimens d'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*) dans le département de la Gironde**

La Préfète de la Gironde

- VU** la convention de Berne du 19 septembre 1979 relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, notamment son article 11.2.b selon lequel chaque partie contractante s'engage à contrôler strictement l'introduction des espèces non indigènes ;
- VU** le règlement (UE) n°1143-2014 du parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°2016-1141 de la commission européenne du 13 juillet 2016 adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n°1143-2014 ;
- VU** le code de l'Environnement et notamment les articles L.411-5, L.411-18, L.411-9, L.415-3, L.427-6, R.411-46 et R.411-47 ;
- VU** le décret n°2017-595 du 21 avril 2017 relatif au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales ;
- VU** l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;
- VU** le décret du 27 mars 2018 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Renaud LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- VU** l'arrêté pris au nom du Préfet, portant subdélégation de signature de Renaud LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- VU** la demande de l'Office Français de la Biodiversité ;
- VU** l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Nouvelle-Aquitaine réuni en commission plénière le 6 octobre 2020 ;
- VU** la consultation du public organisée du **XX** au **XX** ;

**Considérant** que les espèces exotiques envahissantes sont reconnues comme représentant l'une des principales menaces qui pèsent sur la biodiversité et les services écosystémiques associés, et qu'elles sont également susceptibles d'engendrer des effets néfastes sur la santé humaine ou l'économie ;

**Considérant** que le règlement (UE) N° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes prévoit qu'une fois qu'une espèce exotique envahissante a été introduite, il est essentiel de mettre en oeuvre des mesures de détection précoce et d'éradication rapide afin d'empêcher son établissement et sa propagation ;

**Considérant** que l'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*) a fondé des populations en France, notamment dans sa partie ouest-atlantique et que l'implantation de spécimens constitue une menace sérieuse pour les écosystèmes en raison de la prédation sur d'autres espèces aquatiques (invertébrés, amphibiens, poissons, oeufs et jeunes oiseaux) et de la compétition avec d'autres espèces d'oiseaux ;

**Considérant** la présence de spécimens d'Ibis sacré est régulièrement constatée en Gironde, notamment en périodes de nidification et hivernale ;

**Considérant** que la lutte doit être effectuée de manière concertée par l'Office Français de la Biodiversité sur l'ensemble des départements métropolitains susceptibles de présenter des spécimens d'Ibis sacré afin d'assurer une meilleure efficacité des mesures, un suivi de la reproduction et un bilan des opérations, et que l'absence de lutte dans un département est susceptible de remettre en cause les efforts réalisés sur les autres territoires ;

**Sur proposition** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet de la demande**

L'Office français de la biodiversité (OFB) est chargé de procéder à la destruction des spécimens d'Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*), sur l'ensemble des communes du département de la Gironde, à compter de la signature du présent arrêté et pour une durée de 5 ans, dans le respect des conditions fixées par le présent arrêté.

### **Article 2 : Habilitation des personnes à intervenir**

Les opérations sont réalisées uniquement par les agents de l'OFB.

### **Article 3 : Modalités de destruction**

Les spécimens d'Ibis sacré sont détruits par tirs, et en utilisant des munitions pour zones humides, sur les zones d'alimentation prairiales ou les trajets qu'ils empruntent pour s'y rendre. L'utilisation de formes d'Ibis sacré peuvent être disposées sur des parcelles où sont postés et camouflés les tireurs, afin d'inciter les oiseaux en vol à se poser. L'utilisation de carabines munies d'un silencieux et d'une lunette est également autorisée, en prenant toutes précautions en matière de sécurité, afin de limiter le dérangement des autres espèces.

La destruction est autorisée toute l'année, dans le respect de la sécurité des personnes et des biens et en veillant à limiter au maximum les impacts sur l'environnement et le dérangement de

la faune non cible, notamment les espèces protégées au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement.

Le cas échéant, la présence troupeaux domestiques à proximité des zones de tirs doit être prise en compte.

#### **Article 4 : Accès**

Les agents de l'OFB peuvent pénétrer dans les propriétés privées ou les occuper temporairement, en se conformant à la procédure prévue par la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics. Une sensibilisation du propriétaire et une solution consensuelle est recherchée de prime abord.

La destruction peut intervenir également à l'intérieur des espaces sous statut de protection, après concertation avec le gestionnaire.

#### **Article 5 : Information**

Les propriétaires des parcelles, les services locaux de la gendarmerie nationale et, le cas échéant, de la police municipale, sont informés par les agents de l'OFB, préalablement à chacune des interventions de destruction de spécimens de cette espèce.

#### **Article 6 : Devenir des individus détruits**

Les cadavres des oiseaux détruits sont récupérés par le service départemental de l'OFB et sont ensuite détruits dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### **Article 7 : Rapport-Suivis**

Un rapport annuel de ces opérations est transmis par l'OFB à la DDTM de la Gironde et à la DREAL Nouvelle-Aquitaine ;

Ce rapport précise notamment :

- le nombre d'opérations conduites au cours de l'année ;
- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- le nombre, le sexe et l'âge des spécimens détruits ;
- le résultat des opérations sur la population d'Ibis sacré.

#### **Article 8 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète de la Gironde dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté. Il est possible de saisir la juridiction administrative compétente au moyen du site internet (<https://www.telerecours.fr/>).

- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux ou au moyen du site internet (<https://www.telerecours.fr/>) dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté, ou de la date de rejet du recours gracieux.

#### **Article 9 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine, le Directeur régional de l'Office Français de la Biodiversité, la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer, le Directeur Départemental de la Protection des Populations et le Colonel commandant le

groupement de gendarmerie du département de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Bordeaux,  
La préfète